



L'investissement est estimé à six milliards de DH.

Eau potable

Casablanca opte pour le dessalement

● Pour répondre à la demande croissante en eau potable, Casablanca va réaliser sa propre station de dessalement d'eau de mer. Les détails.

«**C**asablanca rencontre déjà un problème d'approvisionnement en eau», s'inquiète Abdelaziz Zerouali, directeur de l'Agence du bassin hydraulique de Bouregreg et de la Chaouia (ABHBC). «La ville est alimentée par le barrage d'Al Massira et des ressources en eau venant de la région de Khénifra et c'est le même barrage qui alimente la région de Rabat. Nous sommes dans une région pauvre en eau», précise-t-il. Côté eaux souterraines dans la région, la qualité de ses ressources est jugée «mauvaise ou très mauvaise», selon le département de l'Eau à cause de la salinité de l'eau dans certaines zones. La nappe de Berrechid connaît une «forte pollution» et celle de Chaouia côtière se caractérise par une «très forte minéralisation et une pollution par les nitrates». Cette situation peu enviable a poussé le département de l'Eau et l'ONEE à envisager le recours aux ressources en eau non conventionnelles, précisément le dessalement de l'eau de mer. «Les études préliminaires sont en cours par le département de l'Eau», annonce Zerouali. Ce dernier précise que

le mode de gestion se fera en Build-operate-transfer (BOT).

Deux stations pour Casablanca et Rabat

Le recours au dessalement de l'eau de mer à Casablanca est en droite ligne avec la stratégie nationale inscrite dans les Plans directeurs d'aménagement intégré des ressources en eau (PDAIRE). La future station de Casablanca s'ajoutera aux stations existantes à Laâyoune, Boujdour et d'Akhfennir. D'autres stations sont dans le pipe à Agadir (100.000 m³/j), Sidi Ifni et Tantan (10.000 m³/j). Le Plan directeur d'aménagement intégré des ressources en eau du Bouregreg et de la Chaouia avait proposé l'option du «Dessalement de 250 Mm³/an à l'horizon 2030 avec un fonctionnement de l'usine en continu». Ce dessalement est prévu en deux tranches. Pour la première tranche, la capacité de production sera de 120 hm³/an. Cette capacité sera portée à 250 hm³/an en 2030. «S'agissant de faire face au risque du changement climatique, la réalisation de 2 unités est vivement conseillée, l'une pour la zone Salé-Rabat-Mohammédia, l'autre pour la zone de

Casablanca. En effet, le système d'alimentation de la zone Salé-Rabat-Mohammédia est vulnérable du fait que les apports de ce barrage connaissent des séquences de sécheresse assez importantes», recommande le Plan du bassin. Le montant de l'investissement à prévoir est de 3 MMDH pour chacune des deux tranches soit 6 milliards au total. La facture est salée. Pour cette raison, «le plan de financement reste à définir pour mobiliser les partenaires de ce projet», explique le directeur de l'ABHBC. Précisons que le coût moyen de développement de l'eau mobilisée varie entre 2 et 6 DH/m³ pour les barrages alors que pour le dessalement ce tarif passe rapidement entre 10 et 20 DH/m³.

Et le recours aux eaux de pluies ?

Pour certains observateurs, Casablanca aurait raté l'occasion d'utiliser les eaux de pluies collectés par le super collecteur ouest. Ce projet lancé en 2015 et achevé pour sa première partie en février 2018 a nécessité un investissement de 900 MDH. Cet ouvrage géant vise la protection de Casablanca contre les crues

de l'Oued Bouskoura. «Personne n'aime gaspiller l'eau. Sauf que cette piste est techniquement impossible», tranche Zerouali. «Nous avons étudié plusieurs variantes, notamment un barrage en amont de l'Oued de Bouskoura. L'expropriation du foncier que nous avons pu retrouver équivaut au coût du projet avec une efficacité moindre», argumente Zerouali. Pour ce technicien, les crues que connaît Casablanca nécessitent un barrage capable de recevoir 5 à 8 millions de m³ dans un laps de temps de 5 heures. «Nous n'avons pas trouvé de sites disponibles et adaptés à de tels projets», affirme Zerouali. Le directeur de l'ABHBC se réjouit du fait que Casablanca ait résolu le problème de des inondations, vieux de trois décennies. «La ville souffrait à chaque inondation. La dernière en date était celle de 2010 où les dégâts étaient catastrophiques. Les inondations dues à la crue décennale de l'oued de Bouskoura, c'est résolu. Cette année, le tunnel a fait transiter 5 m³ par seconde», rappelle Zerouali. Et d'ajouter : «Ce projet a tardé à voir le jour à cause des problèmes de financement. Je rappelle que le financement est assez lourd. Il fallait donc travailler pour drainer ce financement de l'ensemble des partenaires mais tout le monde a mis la main à la poche», conclut-il. Rappelons que le financement de ce projet a été réparti comme suit : Budget général de l'État (132 MDH) ; Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles (132 MDH) ; ministère de l'Intérieur - DGCL (164 MDH) ; ministère de l'Énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement : (82 MDH) ; Commune de Casablanca (150 MDH) ; Région de Casablanca-Settat (100 MDH) ; OCP (80 MDH) ; Agence d'urbanisation et de développement d'Anfa (50 MDH) et Agence du bassin hydraulique de Bouregreg et de la Chaouia (10 MDH).

PAR SALAHEDDINE LEMAIZI
s.lemazi@leseco.ma

Le département de l'Eau est en train de réaliser les études préliminaires.